

Législatives : Patrick Martin pointe « une immense inquiétude », chez les adhérents

« “Le programme du Nouveau Front populaire serait fatal pour l'économie” », titre **Les Echos** qui ouvre ses colonnes à **Patrick Martin**, lequel appelle les responsables politiques à ne pas « s'affranchir des réalités économiques ». Evoquant « une période de glaciation », le président du Medef dénonce « l'attentisme très marqué partout, sur les décisions d'investissements, les embauches ». Il pointe « une immense inquiétude », chez les adhérents, « avec des défaillances d'entreprises qui touchent dorénavant des grosses PME et des ETI dans tous les secteurs dont l'industrie ». Le programme du NFP, « c'est le programme de La France insoumise ! », assure Patrick Martin pour lequel sa mise en œuvre « serait fatale pour l'économie française et précipiterait notre déclin ». Ce projet, ajoute-t-il, « fait complètement abstraction des contraintes budgétaires et de compétition internationale. C'est très grave ». De surcroît, « la quasi-totalité des mesures irait à l'encontre de la performance globale de notre économie ». Dans ce paysage politique fragmenté, « il faut des contre-pouvoirs et les partenaires sociaux sont un facteur de stabilité », relève Patrick Martin rappelant « l'urgence » que le pays s'appuie sur la démocratie sociale. **L'abrogation de la réforme des retraites ?** « un signal terrible à l'égard des marchés financiers, mais surtout pour la pérennité de notre système par répartition », constate Patrick Martin, ajoutant que « les marchés ne nous feront pas de cadeaux ». « Au regard des déficits publics qui se creusent et de notre dépendance étrangère en matière financière, on ne peut pas faire un bras d'honneur aux marchés », explique-t-il encore. Sur l'augmentation du SMIC à 1 600 euros, il juge que « les entreprises ont été au rendez-vous des revalorisations salariales ». Enfin, sur l'assurance-chômage, il se dit « surpris par le retrait non concerté de ce projet », pourtant « fondamentalement convaincus qu'il faut augmenter le taux d'emploi dans notre pays ». « Revenir sur la réforme des retraites et de l'assurance-chômage serait faire marche arrière toute en termes de compétitivité et d'équilibre de nos régimes sociaux », estime encore **Patrick Martin**, qui conclut : « certains slogans de campagne peuvent être séduisants. Mais la page de l'élection est tournée, on doit revenir à la vraie vie. » (Les Echos, p.3)